

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, Bld de la Dollée
BP 70 271
50001 Saint-lô Cedex

Saint- Lô, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SASu Atlantique Packaging Cotentin

ZI de La Canurie
BP 13
50250 La Haye

Références : 2025 - 644
Code AIOT : 0005301955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement SASu Atlantique Packaging Cotentin implanté ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint dans le cadre du suivi annuel de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASu Atlantique Packaging Cotentin
- ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye
- Code AIOT : 0005301955

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SASu Atlantique Packaging Cotentin est spécialisée dans l'impression d'emballages ou d'étiquetages destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire (étiquetage des bouteilles d'eau minérale, de boîtes de produits surgelés, de sachets pour les farines ou les salades, etc.).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement de dénomination sociale	Code de l'environnement du 26/11/2025, article L181-15 ; L516-1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3 annexe	Sans objet
3	Performance environnementale	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1.5.1 annexe	Sans objet
4	Réexamen IED	Code de l'environnement du 26/11/2025, article R515-73	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les performances du nouvel oxydeur de l'établissement, comme son ratio de consommation spécifique d'énergie, sont en accord avec les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel 3 février 2022 réglementant les activités soumises au régime de l'autorisation sous la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement de dénomination sociale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/11/2025, article L181-15 ; L516-1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : L181-15 : Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente ou à une autorisation de celle-ci, dans les cas et les conditions fixés par le décret prévu à l'article L. 181-32. L516-1 : La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L. 229-32 et L. 515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.

<p>Constats :</p> <p>Faisant suite à la demande de l'inspection lors du dernier contrôle de septembre 2024, le changement de dénomination sociale de l'entreprise a été porté à la connaissance de l'autorité administrative dès janvier 2025.</p> <p>La "SAS CPC Cotentin" est devenue au 1^{er} janvier 2025 : SASu Atlantique Packaging Cotentin. Son nom commercial reste toutefois celui de « CPC Cotentin ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3 annexe</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOX : 100mg Equivalent NO2 / Nm3 - CO : 100mg/Nm3 - COVT : 20mg C/Nm3
<p>Constats :</p> <p>Toutes les rotatives, les machines à laver et la table de lavage sont désormais reliées au nouvel oxydeur thermique.</p> <p>Les résultats des 2 dernières campagnes de contrôle de la qualité des effluents atmosphériques rejetés par cet oxydeur indiquent des teneurs moyennes en COVT de 14 mg C/Nm³ pour celle de juin 2024, et de 22 mg C/Nm3 pour celle de juillet 2025, donc soit très inférieures, soit très proches de la valeur limite imposée de 20 mg C/Nm³.</p> <p>Le rendement de ce nouvel oxydeur est estimé à plus de 98 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Performance environnementale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1.5.1 annexe</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique d'énergie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :</p>

<p>spécifique d'énergie suivants :</p> <p>Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition : 350Wh/m² de surface imprimée</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 rotatives principales de l'imprimerie ont un ratio de consommation spécifique d'énergie de l'ordre de 39 Wh/m², soit près de 1/10 de la valeur réglementaire : Atlantique Packaging Cotentin respecte la prescription ci-dessus.</p> <p>Le système de récupération de chaleur du nouvel oxydeur a, par ailleurs, permis d'économiser 600 MWh en 1 an, soit de l'ordre de 20 % de la consommation annuelle en gaz de ville de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/11/2025, article R515-73</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Donner acte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions et en l'absence d'arrêté complémentaire pris conformément à l'article L. 515-29, le préfet le notifie à l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen de l'établissement, requis en application des articles R.515-71 et suivants du code de l'environnement, a été déposé en février 2022 par Atlantique Packaging Cotentin.</p> <p>Ce dossier conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions.</p> <p>Les performances du nouvel oxydeur et le ratio de consommation spécifique d'énergie de l'établissement, étant en accord avec les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel 3 février 2022 réglementant les activités soumises au régime de l'autorisation sous la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées, comme c'est le cas chez Atlantique Packaging Cotentin, l'inspection va proposer à l'autorité préfectorale de procéder à la notification prévue par l'article ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>